

# Crise écologique et logique capitaliste

samedi 23 octobre 2010, par [DAVI Hendrik](#) (Date de rédaction antérieure : octobre 2010).

## Sommaire

- [Une catastrophe annoncée](#)
- [Des causes bien connues](#)
- [Les solutions du capitalisme](#)
- [Une seule solution : lier \(...\)](#)
- [ANNEXES](#)

## Introduction

Notre planète connaît une crise écologique d'une globalité et d'une vitesse sans précédent. Cette crise écologique comporte quatre éléments : la diminution de la biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution globale et bien sûr les changements climatiques. L'activité anthropique a en effet été capable de changer le climat à cause de l'émission massive de gaz à effet de serre (GES). Ce changement est le plus impressionnant car il est rapide, irréversible et imprévisible. L'origine de ce changement est l'utilisation des énergies fossiles et l'irrationalité d'un système soumis à la seule loi du profit. Plus que tout autre élément de la crise écologique, le changement climatique incrimine directement la logique capitaliste et va toucher à tous les aspects de notre vie.

Le traité international de Kyoto a été ratifié en 1997 par 175 pays, par un nouveau traité pour la période 2013 - 2017. Or les négociations entamées depuis Kyoto ont été un échec, les émissions de GES n'ont cessé d'augmenter dans la plupart des pays. Pour éviter de dépasser le seuil fatidique de 2°C d'augmentation les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% d'ici 2050, en passant par une réduction intermédiaire de 25 à 40% en 2020.

Au sein du mouvement écologiste il existe un double débat : (i) Est-ce que le responsable du changement climatique c'est l'homme ou le système économique ? (ii) Pour éviter la crise climatique faut-il favoriser la prise de conscience individuelle ou sortir du capitalisme ? Après avoir fait un point sur la gravité de la situation notamment pour les classes les plus démunies, nous montrons en quoi c'est le système de production capitaliste qui est la cause de la crise climatique, puis pourquoi seule une transformation révolutionnaire rapide de la société nous permettra d'éviter le pire.

## Une catastrophe annoncée

Avant d'aller plus loin sur la description des causes et des effets du changement climatique, rappelons que cette crise s'insère dans un contexte de crise écologique globale plus large (voir annexe 1). Cette crise comporte différentes facettes : pollution, crise de la biodiversité ou diminution des ressources disponibles. Tous ces problèmes sont interdépendants que cela soit à l'échelle globale (responsabilité du capitalisme) ou plus localement. Par exemple, la construction d'une autoroute augmente la pollution atmosphérique en particules lourdes et la production en GES, mais elle conduit à la diminution de ressources naturelles (matériaux et pétrole) et est néfaste pour la

biodiversité par la fragmentation de l'habitat. **La logique réformiste vise à dissocier ces différentes facettes pour trouver une réponse à un des problèmes car répondre à toutes ces questions c'est remettre en cause le système.** A ce titre nous devons être vigilant à la sur-médiatisation de la seule crise climatique.

Néanmoins, cette crise est éminemment critique pour l'humanité et pédagogique pour l'anticapitalisme. La transformation climatique déjà observée et à venir est à 93% due aux activités de l'homme et aux émissions de GES. Le principe de l'effet de serre est simple, il est connu depuis 1824. La terre produit une énergie thermique fonction de sa température de surface. Or certains gaz absorbent ce rayonnement et le rediffusent dans l'atmosphère en la réchauffant. C'est le même principe que dans une voiture l'été ou dans une serre, sauf que la vitre est ici remplacée par des gaz aux propriétés bien particulières : ce sont les gaz à effet de serre. Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) est celui qui a le rôle le plus important (mais ce n'est pas le seul).

L'effet de serre. C'est un mécanisme naturel mais qui a explosé avec la révolution industrielle du fait de la combustion massive de carbones fossiles (charbon, pétrole), qui entraîne une augmentation de la concentration de ces gaz, et donc une augmentation de la température. En effet, depuis 1850, la concentration en gaz carbonique a augmenté de 40% et celle en méthane a été multipliée par 25. Les concentrations en dioxyde de carbone ou en méthane excèdent très largement les variations naturelles des 650 000 dernières années.

Le climat a déjà changé. Nous observons une augmentation sensible des températures : 11 des 12 dernières années sont les plus chaudes jamais enregistrées depuis 1850, la température globale a augmenté en moyenne de 0.74°C depuis 100 ans. Des précipitations plus violentes ont été observées dans certaines zones, alors qu'un assèchement a été observé dans les régions déjà arides.

Selon les scénarios, les modèles climatiques prévoient une augmentation de la température globale de 1.1 à 6.4°C. Cette augmentation variera fortement selon les régions (atteignant +8°C dans certains endroits), elle sera beaucoup plus forte aux pôles ce qui accélèrera la fonte des glaces. Elle sera par ailleurs accompagnée par une hausse des extrêmes climatiques (sécheresse, tempêtes, pluies diluviennes). Un été équivalent à la canicule de 2003 apparaîtra en France en 2100 comme un été plutôt frais. Il faut bien avoir conscience qu'une augmentation de quelques degrés en moyenne entraîne des augmentations beaucoup plus fortes pour certaines régions ou certains mois. D'autre part, la machine climatique est complexe et de nombreux effets inattendus peuvent survenir. Si on dépasse les 2°C d'augmentation, ces changements déjà irréversibles deviendront en plus imprévisibles à cause de différents effets non linéaires : saturation ou destruction des puits naturels de carbone que sont les océans et les forêts, fonte des glaciers entraînant un emballement à la fois de l'augmentation de températures et de la hausse du niveau des mers (plus de 3 mètres) ou dégel des sols sibériens avec émission massive du méthane (GES très puissant) qui y est stocké... A ce titre, l'expression « changement climatique » est trompeuse : elle évoque une modification graduelle alors que nous sommes confrontés à un basculement brutal, dont la vitesse s'accélère. Enfin ne pas dépasser ce seuil de 2°C est éminemment politique, car c'est un objectif quasi inatteignable pour le capitalisme.

Les plus touchés seront évidemment les plus démunis. L'immense majorité des centaines de millions d'êtres humains menacés par la montée du niveau des océans vivent en Chine, en Inde, au Bangladesh, ou en Egypte. Par exemple, pour une hausse d'un mètre du niveau des océans, un quart de la population du Vietnam devrait déménager. La montée de l'insécurité alimentaire est une autre manifestation criante de l'injustice climatique. Même au nord ces inégalités face au climat sont criantes. En septembre 2005, le cyclone Katrina qui a frappé la Nouvelle Orléans a entraîné la mort de 1500 personnes et le déplacement de 780.000 autres. Les fractions les plus pauvres ont été les plus touchées : elles habitent dans les zones les plus exposées aux catastrophes, n'ont pas les

moyens de fuir, leurs biens ne sont pas assurés. 75% de la population dans les quartiers inondés était noire. Faute d'évacuation prise en charge par les pouvoirs publics, 138.000 des 480.000 habitants de la ville ont été pris au piège. La hausse des phénomènes de canicule touchera moins les cadres travaillant dans les bureaux climatisés que les ouvriers des chantiers, de la métallurgie ou de l'agro-alimentaire.

## Des causes bien connues

**Les changements climatiques ne sont pas dus à « l'activité humaine » en général, mais bien au fonctionnement du système capitaliste depuis la révolution industrielle.** En effet, c'est bien la logique capitaliste et productiviste d'accumulation permise par les énergies fossiles (charbon, pétrole), qui est en cause. Si on regarde les causes d'émission des gaz à effet de serre (figure 1), c'est toute l'économie qui est concernée : l'anarchie des transports de personnes et de marchandises, l'énergie requise pour la production manufacturière, ou la production agricole.

Les sources du productivisme sont au cœur du capitalisme. En effet, le capitalisme est soumis à trois tendances majeures qui produisent mécaniquement **productivisme et société de consommation**.

La première est la **baisse tendancielle** du taux de profit : plus il développe les moyens de production (machines, informatique), plus il doit augmenter le volume de ses productions pour maintenir le même taux de profit. Pour survivre, il doit donc être en perpétuelle expansion en s'appropriant de nouvelles ressources (guerre sans limite) ou en privatisant un nombre grandissant de secteurs (école, services). Cette logique s'accompagne d'une augmentation illimitée des moyens de production à la fois œuvre « civilisatrice » mais aussi mortifère du Capital. Il est important de bien comprendre le terme de *baisse tendancielle*. Structurellement le capitalisme est soumis à cette contradiction mais cela ne veut pas dire que le taux de profit diminue toujours **dans la réalité**. Par contre il doit trouver des solutions pour surmonter cette contradiction première, le productivisme en est une. Par ailleurs, quand le taux de profit diminue dans la réalité, il y a baisse de la production et donc paradoxalement une diminution des GES.

La seconde tendance associée de la précédente est que **la compétition** pousse chaque producteur à **maximiser son taux profit** et donc à augmenter sa productivité. Si un jour un patron décide de faire moins de produits mais de meilleure qualité, il risque très rapidement de disparaître par la concurrence.

Enfin, le capitaliste doit **réaliser la plus-value**, car une fois une marchandise créée il faut bien la vendre, c'est ce qui sous-tend toute la société de consommation.

Il n'y a donc pas de capitalisme sans société de consommation avec une publicité de plus en plus présente et sans productivisme. Le capitalisme ne peut vivre sans ces objets inutiles et sans ces transports anarchiques. Ce système a ainsi par exemple conduit entre 1970 et 1997 au triplement du transport terrestre sur route.

Dans ce contexte, l'utilisation des énergies fossiles a été une véritable aubaine pour les capitalistes. Ces énergies permettaient de décupler les moyens de production à moindre coût. Un autre mode de production énergétique aurait pu être choisi. Mais cela a été systématiquement écarté, car le caractère limité et appropriable des gisements de combustibles fossiles offre la possibilité d'imposer des prix de quasi monopole, permettant un surprofit important et stable. L'acquisition du pétrole ou du gaz conditionne encore aujourd'hui les choix géostratégiques des grandes puissances (conflits en Irak, Iran, Afghanistan). Sur le long terme, il n'y a donc pas de solutions à attendre dans le cadre du système capitaliste. Surproduction, surconsommation et leur conséquence, les changements

climatiques, sont autant inscrits dans ces gènes que sa capacité à produire du mal-être et des inégalités.

## **Les solutions du capitalisme**

Pour éviter de dépasser 2°C d'augmentation, les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% d'ici 2050. Or la combustion des combustibles fossiles fournit 80% de l'énergie consommée au niveau mondial. Comme l'énergie est la condition de tout travail, donc de toute activité économique, il faut donc dans un temps record diminuer la consommation d'énergie et transformer les infrastructures existantes ce qui implique des investissements lourds. Non seulement le capitalisme est la source des changements climatiques mais en plus il est dans l'incapacité structurelle de réagir.

Le marché, écologiquement inefficace et socialement injuste, est la seule réponse actuelle des capitalistes. Après avoir freiné pendant trente ans la mise en œuvre de politiques climatiques, les dirigeants de la planète s'intéressent enfin à la question. Mais de leur point de vue, il s'agit avant tout d'ouvrir de nouveaux marchés, avec de nouveaux profits à la clé. Ils marchandisent l'air avec les droits à polluer en renforçant au passage la domination des pays industrialisés sur les pays du sud : des entreprises polluantes du nord achètent des terres dans le tiers-monde, plantent des arbres à croissance rapide et acquièrent ainsi les crédits de carbone correspondant au CO<sub>2</sub> qu'elles rejettent en continuant de brûler des combustibles fossiles au nord...Ce système ayant complètement échoué, ils tentent timidement de changer les modes de production par une incitation sous forme de taxe (la taxe carbone par exemple). Ce type de système ne permet pas les changements structurels massifs et rapides requis et surtout fait porter le coût des réformes plus lourdement sur les pauvres, qui sont les plus touchés par l'augmentation du coût des transports ou des biens de première nécessité.

Un autre courant écologiste multiforme propose de changer les comportements et de revenir à une économie de proximité. Souvent, ces mêmes personnes se revendiquent de la décroissance et affichent la volonté d'appliquer dès maintenant des alternatives dans leur vie. Cependant, il est indécent de parler de décroissance quand une majeure partie de l'humanité a du mal à se nourrir. Mais le plus grave est que les tenants de la décroissance tombent dans un moralisme culpabilisateur, car la seule force de changement serait l'individu, or ce moralisme est inacceptable et inefficace. Il faudrait manger bio, ne pas consommer dans les grandes surfaces...Néanmoins, nous aurions tort de balayer d'un revers de main certains arguments de la décroissance. Premièrement, la lutte idéologique passe aussi par un questionnement non moralisateur sur les comportements (au sens de : Comment on vit ? Quelle est la place de l'accumulation matérielle ?). Ce questionnement est fécond et fortement anticapitaliste. Deuxièmement, la mise en place de techniques alternatives sous forme autogestionnaire est un point d'appui pour montrer qu'un autre monde est possible. Enfin, l'apport principal des tenants de la décroissance est de montrer que la planète ne peut supporter le développement économique actuel. Une révolution socialiste, si elle est nécessaire, ne sera pas suffisante, il faudra une révolution dans nos moyens de production et de consommation, ce qui passe par une révolution idéologique et technique.

## **Une seule solution : lier luttes écologistes et lutte des classes vers une société ecosocialiste**

Dissocier les luttes écologistes des luttes sociales est une voie qui mène à l'impasse. C'est parce que en tant que salariés nous prenons conscience des problèmes écologiques que nous pouvons changer les choses. Dans ce cadre, nous devons avancer sur trois plans : (i) développer l'écologie au sein des

luttons sociales et le social au sein des luttes écologistes, (ii) proposer un plan d'urgence social et écologiste qui doit forcément s'attaquer à la propriété privée et la logique du profit, (iii) démontrer que la sortie du capitalisme est nécessaire et que seule une société ecosocialiste peut préserver les ressources et répartir les richesses.

Au cœur des luttes, nous devons toujours lier les deux questions. Une revendication centrale est alors l'interdiction des licenciements. En effet, concernant l'automobile, le transport routier ou le nucléaire, nous devons proposer une sortie de ces modes de production et de transports, mais assorti à un vrai plan de reconversion à discuter avec les syndicats et les associations de l'environnement. Sinon écologie et emploi se retrouvent en concurrence et rien n'est pire. Dans les luttes écologistes, il faut insister sur la dimension sociale : appauvrissement des paysans indiens avec les OGMs, souffrance et cancers des travailleurs du nucléaires. A ce titre, un secteur oublié doit être réinvesti : la santé et les conditions de travail.

Pour limiter la casse climatique, il faut mettre en œuvre un plan d'urgence qui se décline par grands secteurs économiques - transport, habitat, agriculture, industrie et énergie-, sans perdre de vue que tous ces domaines sont liés, ce qui implique une cohérence globale des transformations à mener. Il faut d'abord réduire à la source les émissions de GES par une série de mesures qui concernent tous les secteurs avec une confrontation plus ou moins forte dans la logique capitaliste (liste des mesures en annexe 2). Pour cela il faut réclamer de nouveaux services publics. Un service public unifié du transport (SNCF, routes, bus, location de voiture) permettrait d'organiser les changements structurels sans pénaliser les salariés des différents secteurs. Ce service public doit être démocratique avec une prise en charge en partie décentralisée des besoins par les salariés et les usagers. L'isolation massive des logements ne se fera pas par des incitations sous forme de déductions fiscales sur les 50% de propriétaires de leurs logements. Il faut donc un service public du logement qui permette l'accès au logement pour tous et leur rénovation. Nous proposons aussi un service public unifié de l'énergie (EDF, AREVA, TOTAL) avec appropriation collective des profits. Ce service doit mettre en œuvre une politique tarifaire avec comme principe, une tarification progressive plus chère pour les gaspillages qui financent la gratuité d'un socle commun, qui correspond aux besoins. Il doit permettre la sortie du nucléaire. Enfin, les anticapitalistes doivent défendre une agriculture paysanne de proximité avec un contrôle public de la distribution en s'appropriant les profits de la grande distribution.

Mais toutes ces mesures n'ont de sens que dans un cadre de sortie du capitalisme car plusieurs d'entre elles ne sont pas acceptables par le système. Néanmoins en tant que révolutionnaires il faut que la dimension écologiste soit au cœur de notre projet : la planète est finie et ses ressources ne sont pas inépuisables. Or Marx le disait déjà, *« chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du Nord de l'Amérique par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur »* [1].

Il faut donc développer un projet ecosocialiste dans lequel *« il faudrait appliquer à l'appareil productif façonné par le Capital le même raisonnement que Marx proposait au sujet de l'appareil d'état : « La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte ». Mutatis mutandis, les travailleurs ne peuvent pas se contenter de prendre telle quelle la machine productive capitaliste et de la faire fonctionner pour leur propre compte : ils doivent la transformer radicalement »* [2].

## ANNEXES

**Table 1 : L'évolution des émissions de gaz à effet de serre de 1990 à 2004**

Pays	Evolution
Allemagne	-17 %
Canada	+28 %
Espagne	+49 %
États-Unis d'Amérique	+16 %
France	-1,7 %
Grèce	+27 %
Irlande	+23 %
Japon	+6,5 %
Royaume Uni	-14 %
Portugal	+41 %
Russie	+29%

### **Figure 1**

(Pas reproduite ici.)

### **Annexe 1 : Les autres éléments de la crise écologique :**

Une **crise des ressources naturelles** s'accroît de jour en jour à cause d'une production irréfléchie. Entre 1930 et 1990 la production de Nickel a été multipliée par 40, celle d'aluminium par 118 et celle de chrome par 20. La consommation en eau a triplé depuis 1950, déjà aujourd'hui 55% des ressources d'eau accessibles en profondeur ou en surface sont utilisées, dont 70% pour l'irrigation. Le pic de production de pétrole devrait être atteint en 2010 ou 2030 selon les experts, conduisant rapidement à des tensions à la fois politiques (guerre) et sociales (augmentation des prix). Chaque année la surface des forêts tropicales qui disparaissent est égale en surface à la moitié du territoire Français (les estimations varient entre 60 000 km<sup>2</sup> à 410 000 km<sup>2</sup>). Les ressources alimentaires sont aussi menacées. Dans de nombreux pays du sud, les structures agricoles traditionnelles ont été déstructurées par les politiques de l'OMC et du FMI qui ont favorisé des grandes monocultures d'exportation au dépend de l'agriculture vivrière. Le nombre de malnutris chroniques est de 852 millions, les récentes émeutes de la faim montrent que de plus en plus de populations pauvres n'accèdent plus aux denrées de base. Enfin la sur-pêche menace de nombreuses espèces de poissons, en 50 ans le tonnage des pêches a été multiplié par 5.

La **crise de la biodiversité** est le troisième élément de la crise écologique, elle est due à une disparition des habitats : selon l'UICN (l'Union Internationale pour la Conservation de la nature), la faune sauvage en Afrique a perdu 60,3 % des forêts humides de son habitat d'origine ; 59,2 % des savanes et des steppes ; 58,4 % des forêts sèches ; 55,4 % des mangroves ; 29,1 % des zones humides et 2,2 % des zones arides. Les espèces disparaissent aussi à cause de la surexploitation des ressources : 34000 espèces sont inscrites sur la liste rouge de l'UICN comme étant menacées par les

industries alimentaires, les industries du bois et l'industrie pharmaceutique. Selon la FAO, 75 % de la diversité génétique des plantes cultivées a été rayé de la carte, à cause des contraintes du marché et du poids des grands semenciers (Monsanto). 5000 à 25000 espèces disparaissent chaque année en Amazonie. La vitesse d'extinction est 100 à 1000 fois supérieure que celle qui a prévalu lors des grandes extinctions (notamment celle qui a entraîné l'extinction des dinosaures). Outre les extinctions, les effectifs de beaucoup de populations naturelles diminuent, certaines espèces sans disparaître sont donc très fragilisées et on assiste ainsi à une diminution de la diversité génétique encore plus importante que celle de la diversité spécifique (nombre d'espèces).

Enfin **nous connaissons une pollution globale** qui met en danger la santé humaine. L'activité industrielle et les transports entraînent une pollution de l'atmosphère, du sol et des eaux océaniques ou continentales. Les conséquences sur la santé sont dramatiques : entre 1950 et 1988, le taux de cancers aux USA a augmenté de 43.5%, le cancer tuant 985 000 américains en 1988, 150 000 en France chaque année. Les 70 000 produits chimiques disséminés dans notre environnement et l'augmentation globale des pollutions n'y sont pas étrangers. La liste est longue : métaux lourds, hydrocarbures, amiante, mercure, PCB, DDT, nitrates, pesticides, ozone, sulfures, dioxines, éléments radioactifs divers dus à l'industrie nucléaire (extraction de l'uranium, transport, enrichissement, maintenance des centrales, fuite et déchets), etc. Ces pollutions touchent tout le monde à travers les aliments que l'on mange, l'air que l'on respire et l'eau que l'on boit, mais l'action est surtout dramatique pour les travailleurs qui y sont exposés en permanence.

### ***Annexe 2 : Liste des mesures transitoires à défendre (en italique les réformes de structure sur le plus long terme)***

- o développement et la gratuité des transports en commun de proximité ;
- o diversifier, rendre accessible et socialiser les transports (mesures d'auto-partage), développer les zones piétonnes et les zones cyclables ;
- o *Diminuer la distance entre lieu de travail et lieu de vie (politique d'urbanisme), cela requiert une accessibilité au logement pour tous ;*
- o Interdire le transport routier longue distance ;
- o Favoriser le fret et le ferroutage ;
- o Interdire les transports aériens de courte distance ;
- o *Diminuer les distances de transport des marchandises par une relocalisation de la production agricole et une politique d'aménagement du territoire ;*
- o un plan d'urgence de réquisition des logements vides, de réhabilitation et d'isolation de l'habitat ancien ;
- o Développement massif des énergies renouvelables avec effort accru sur la recherche ;
- o Moratoire sur les biocarburants et les OGMs ;
- o Faciliter la relocalisation de l'économie sous forme de subventions aux productions locales ou en favorisant les AMAPs ;
- o Réglementations strictes des intrants ;
- o Diversification des cultures et des sources de semences.

---

### **P.-S.**

\* Hendrik Davi est membre de la Commission National Ecologie (CNE) du NPA.

---

## Notes

[1] Cité par Michael Lowy, sur ESSF : « [article370](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article370) ».  
[www.europe-solidaire.org/spip.php?article370](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article370)

[2] Michael Lowy, Ibid.